ROUGE FINISTÈRE
LE JOURNAL DU PCF
RUZ PENN AR BED

Trente ans de banalisation : les médias au service de la conquête idéologique et financière de l'extrême droite

Les médias ont pour mission d'informer, de jouer un rôle de contre-pouvoir, de représenter la population dans sa diversité et de permettre un débat public éclairé. Ils occupent une place centrale dans la démocratie, avec des obligations définies par la loi et par la déontologie journalistique.

Pourtant, en France, neuf milliardaires possèdent plus de 80 % des médias, et de nombreuses enquêtes montrent que les propriétaires interviennent régulièrement dans le traitement de l'information. Une étude de 2019 révélait déjà que, depuis la fin des années 1990, le RN est surdiffusé médiatiquement, présenté comme un « contre-poids » face aux partis d'opposition (notamment le PS et la droite).

Dans le prolongement du raz-de-marée néolibéral engagé dans les années 1980, les rachats successifs opérés par Vincent Bolloré – médias, groupes audiovisuels, maisons d'édition comme Hachette – ont renforcé la propulsion médiatique de l'extrême droite en France.

La décision de l'Arcom de supprimer l'an dernier la chaîne C8, visée par 44

pénalités pour non-respect du pluralisme, apparaît comme une goutte d'eau dans l'océan bolloréen. Une question demeure : comment CNews peut-elle continuer à fonctionner en assumant une ligne éditoriale d'extrême droite, alors même qu'elle est juridiquement tenue au respect du pluralisme politique ?

La dynamique ne s'arrête pas là. En 2024, Bolloré, Arnault et Saadé ont racheté l'École supérieure de journalisme (ESJ). Parallèlement, les médias d'extrême droite qui bafouent les règles déontologiques se multiplient : leurs ventes ont augmenté de plus de 50 % en dix ans, passant de 120 000 exemplaires à près de 300 000 aujourd'hui.

Le service public audiovisuel, pilier de la démocratie, est lui aussi fragilisé : menacé par le projet de fusion « France Médias », toujours en examen, et directement visé par le RN, qui envisage purement et simplement sa suppression. À cela s'ajoute une politique d'austérité gouvernementale gouvernementale qui se traduit par une baisse d'environ 40 % du Fonds de soutien à l'expression radiophonique. Sans ce soutien, de nombreuses radios libres, essentielles au pluralisme et à la représentation des publics, pourraient disparaître.

Sinistré par la conquête idéologique de l'extrême droite, au service du capitalisme, du néolibéralisme, du racisme et des intérêts les plus puissants, notre système médiatique nécessite une réaction urgente.
La gauche doit porter des propositions plus ambitieuses que la seule loi anti-concentration et engager une véritable refonte du système de régulation, afin d'enrayer l'extrême-droitisation de l'espace médiatique et de restaurer un débat démocratique réellement pluraliste.

Le PCF dans le Finistère c'est :

- **11** sections, **9** locaux dans le département, **822** adhérents & **50** Jeunes communistes (MJCF Finistère), **43** nouvelles adhésions en 2025
- **55** élu.e.s, **70** candidats aux prochaines municipales de mars 2026
- **8** fêtes populaires
- **10 000€** récoltés en solidarité avec le peuple palestinien en 2025
- **16** ventes solidaires de légumes à prix coûtant en 2025
- **15** conférences d'éducation populaire en 2025

BELLE ANNÉE 2026 !

Le samedi 24 janvier, le PCF Finistère présentera ses vœux (apéro-déjeuner) à 12h à l'Amicale Laïque de Plobannalec-Lesconil (2 Bis rue Port) en hommage à la grande grève des ouvrières du Pays Bigouden dont nous fêtons le centenaire en 2026 et qui a commencé à Lesconil.

PALESTINE : Appel à la solidarité pour aider la population du camp de réfugiés de Jalazone

Face aux difficultés immenses rencontrées pour survivre dans le camp de réfugiés de Jalazone, avec lequel Morlaix, Morlaix-Communauté, leurs élu·e·s, leurs habitant·e·s et l'AFPS entretiennent des relations de partenariat et de coopération suivies, le PCF Pays de Morlaix se mobilise avec l'AJPF–Morlaix Wavel pour faire parvenir une aide financière au comité populaire du camp.
Cette contribution permettra l'achat de colis alimentaires pour soutenir directement la population.

Nous invitons toutes celles et ceux qui le souhaitent à participer en faisant un don à Morlaix Wavelou ou au PCF Morlaix, qui transféreront l'intégralité des fonds au camp de Jalazone.
1800 euros ont déjà été collectés en novembre 2025.
Les chèques peuvent être envoyés à :
Annie Le Calvez, trésorière de l'association Morlaix-Wavel,
à l'adresse : PCF Morlaix – 2 petite rue de Callac, Morlaix.
Chèque à l'ordre de Morlaix Wavel, avec au dos : « Pour Jalazone ».

Jalazone est un camp de réfugiés palestiniens situé au nord de Ramallah, créé en 1949.
Une coopération solide s'est développée entre la ville de Morlaix, Morlaix Communauté, An Dour (régie publique de l'eau) et le camp : un projet de 3 millions d'euros est en cours autour de l'accès à l'eau, comprenant la construction d'un château d'eau, l'amélioration de la distribution et le traitement de l'assainissement.
Ce projet de coopération décentralisée, suivi notamment par Patrick Gambache, premier adjoint communiste de Morlaix, associe également le ministère des Affaires étrangères, l'Agence française de développement et l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Des liens forts unissent également l'Association France Palestine Solidarité au camp et à son centre Al Karama, dont la mission est de favoriser l'intégration sociale des personnes en situation de handicap.
Les habitant·e·s de Jalazone, avec qui nous échangeons régulièrement, vivent aujourd'hui dans une extrême précarité. Les opérations militaires meurtrières menées en Cisjordanie, dans l'ombre du génocide à Gaza, ont

des conséquences dramatiques pour la population palestinienne.

Certaines zones, comme les camps de Jénine, Nour Shams (partenaire de la ville de Rostrenen) ou Tulkarem, ont été tout simplement détruites ces derniers mois : environ 40 000 personnes ont été déplacées.
Jalazone, quant à lui, subit des incursions militaires régulières – environ une tous les deux jours – au cours desquelles l'armée israélienne abîme infrastructures et habitations (portes fracturées, fenêtres détruites, etc.).

La misère s'aggrave chaque jour :
- un chômage passé de 40 % avant le 7 octobre à plus de 80 % aujourd'hui ;
- les fonctionnaires, seuls à travailler encore, ne sont plus ou très peu payés, car les taxes collectées par Israël – qui devraient être rétrocédées – ne le sont plus.

Jalazone en quelques chiffres
- Situation : au nord de Ramallah, jouxtant la colonie israélienne illégale de Beit El.
- Création : 1949.
- Population enregistrée en 2023 : 16 713 réfugié·e·s.
- Superficie : 0,253 km², soit une densité de 66 059 habitant·e·s/km².
- (À titre de comparaison : Morlaix couvre 24,82 km², pour une densité de 613 habitant·e·s/km².)
- Santé : un seul médecin pour tout le camp ; le dispensaire, notamment chargé des enfants, n'ouvre que le matin faute de moyens.

Un million d'oliviers pour la paix

Le PCF a lancé une grande mobilisation nationale en faveur de la paix et de la justice en Palestine avec sa campagne de solidarité internationale « 1 million d'oliviers pour la paix », menée en partenariat avec le Parti communiste palestinien, l'Association des ingénieurs agronomes arabes et l'association Amitié Palestine Solidarité (APS).
À ce jour, 35 000 € ont déjà été réunis nationalement et envoyés en Palestine.

Depuis 1967, plus d'un million d'oliviers ont été détruits par les colons et l'armée israélienne. Cette destruction systématique vise à priver les Palestiniens de leurs terres et de leurs moyens de subsistance.
L'olivier, pilier de la culture et de l'économie palestiniennes, est au cœur d'une stratégie de dépossession destinée à empêcher l'émergence d'un État palestinien viable et souverain. La production d'huile d'olive constitue un enjeu économique majeur et un élément essentiel de la souveraineté alimentaire palestinienne.
La cueillette 2025 est d'ailleurs marquée par une violence sans précédent de la part des colons.

Planter un olivier, c'est soutenir la résistance populaire, renforcer l'autonomie économique des 100 000 familles de producteurs agricoles, et protéger la terre face à la colonisation.

La fédération PCF du Finistère s'est fixé l'objectif de réunir 10 000 € pour financer l'achat de 1 000 oliviers destinés à des agriculteurs palestiniens et à des coopératives. Cet engagement vise à soutenir l'agriculture palestinienne, remplacer les arbres arrachés ou brûlés, et contribuer à la lutte contre la colonisation.

Grâce à la campagne de souscription lancée au printemps 2025, 80 % de l'objectif ont déjà été atteints, avec près de 8 000 € collectés fin novembre 2025.

Un bel élan de solidarité porté par le PCF Morlaix et Morlaix Wavel AJPF a permis de réunir déjà 1800 euros d'aide d'urgence au profit du comité populaire de Jalazone. Parallèlement Morlaix Wavel a envoyé 1000 euros au camp palestinien de Wavel au Liban pour l'achat de matériel scolaire

Vos élu.e.s PCF défendent vos droits et portent vos attentes

Le PCF Finistère compte 55 élu.e.s municipaux, 3 élu.e.s départementaux et une élue régionale qui travaillent pour vous.

Conseil Départemental du Finistère

Jacqueline Héré est intervenue sur le narcotrafic.

“61 % des personnes condamnées pour des infractions liées aux drogues ont entre 15 et 25 ans. Des jeunes de 10 à 12 ans sont désormais impliqués. La délinquance est en baisse mais les actes les plus violents liés au trafic ont presque doublés. De plus en plus de jeunes impliqués dans le trafic sont mineurs et issus de quartiers défavorisés . Le département est un acteur-clé dans le domaine de la prévention. Dans ses missions relatives à l’action sociale et à la santé, il a un rôle déterminant dans la prévention de la délinquance, dans les domaines de la protection de l’enfance, de l’insertion, de la prévention spécialisée, de la sécurité dans les collèges. (...) L’essentiel c’est de protéger les jeunes, soutenir les familles et réinvestir les quartiers, de sensibiliser aux dangers, de lancer des actions pour casser l’image de l’argent facile et montrer la réalité du narco trafic synonyme de violences voire de tortures.”

Ismaël Dupont est intervenu sur la politique RSA

“Dans le Finistère, près de 40 % des allocataires contrôlés sont radiés, contre 2 % au niveau national. Personne ne peut croire qu’il y aurait vingt fois plus de fraudeurs ici qu’ailleurs. Monsieur de Calan, vous êtes très fier de votre politique RSA, que vous transformez en outil de communication au détriment des plus précaires et en variable d’ajustement pour vos économies budgétaires. Pendant qu’on pointe du doigt les plus pauvres, on évite soigneusement de parler de la fraude et de l’évasion fiscales des plus riches, infiniment plus coûteuses pour la collectivité. Et pourtant la réalité du RSA, c’est une vie avec quelques centaines d’euros par mois, souvent sans diplôme, sans permis, sans voiture, avec des problèmes de santé, des proches à charge et des freins lourds à l’emploi. Le non-recours aux droits est massif, mais ce ne sont pas ces invisibles que vous ciblez : ce sont celles et ceux qui demandent encore le RSA. Ce n’est pas de l’insertion, c’est une politique d’exclusion. Quant aux sorties du RSA, quelle est la part de sorties véritablement positives avec des vrais contrats de travail durables sur des emplois correctement rémunérés ?”

Isabelle Maugeais qui travaille sur les banques alimentaires et les associations solidaires de distribution alimentaire depuis le début de son mandat de conseillère départementale s’exprime pour une sécurité sociale de l’alimentation :

“L’accès à une alimentation locale, saine, de qualité doit être un droit pour toutes et tous. Aujourd’hui la flambée des prix et la précarité alimentaire frappent de plus en plus de familles. Pendant ce temps, les agriculteurs peinent à vivre de leur travail. Ce système est à bout de souffle. Nous voulons une sécurité sociale de l’alimentation sur le modèle de la santé, avec un financement solidaire, des droits universels, un vrai pouvoir citoyen sur nos choix alimentaires.”

Conseil Régional de Bretagne

Gladys Grelaud est intervenue sur la formation professionnelle et la concentration des efforts sur les métiers de demain, et les formations professionnelles dans le domaine de l’industrie et de l’agriculture.

“Former les ouvriers et les ouvrières de demain, les agriculteurs, est une nécessité pour garder notre souveraineté en matière industrielle et alimentaire”. Gladys Grelaud a dénoncé toutefois la baisse des moyens de l’État et de l’éducation nationale sur la formation professionnelle. L’annonce de la fermeture du CAP marqueterie au lycée de l’Elorn n’a été faite par le Rectorat à l’enseignante qui travaille depuis plus de 20 ans uniquement 20 jours avant la fermeture effective. Les décisions ne peuvent pas être prises depuis un tableau excel sans tenir compte de l’humain.

L’AGENDA

Vendredi 16 janvier :

18h30 - Réunion publique sur la dette, Patronage Laïque **Pont l’Abbé**, animée par Léo Charles, maître de conférences en économie

Vendredi 31 janvier :

15h - Réunion publique sur filière halieutique en présence de Maxime Delisle auteur de la BD « on a mangé la mer » » au « bistrot de l’Escale » à **Lesconil**

Samedi 24 Janvier :

À 12h Vœux de la fédération du PCF Finistère à l'Amicale Laïque de **Plobannalec-Lesconil**, rue du Port à Lesconil, pour les 100 ans de la grande grève des ouvrières des conserverie du Pays Bigouden

Mardi 27 Janvier :

À 18h - **Morlaix** au local du PCF, 2 petite rue de Callac - Mardi de l’Éducation Populaire du PCF Morlaix: "Les refus de la Guerre d’Algérie" avec Tramor Quemeneur, historien spécialiste de la guerre d'Algérie

Mardi 17 Février :

À 18h - **Morlaix** au local du PCF, 2 petite rue de Callac - Mardi de l’Éducation Populaire du PCF Morlaix, avec Greg Oxley: "La poussée du nationalisme populiste d’extrême droite en Europe et aux USA"

Samedi 24 Février :

De 9h30 à 17h : AG des communistes finistériens aux **Halles de Carhaix**

Dimanche 15 et 22 Mars :

Élections municipales

Mardi 31 Mars :

À 18h - **Morlaix** au local du PCF, 2 petite rue de Callac - Mardi de l’Éducation Populaire du PCF Morlaix avec Morgane LE GUYADER, anthropologue: "Les luttes sociales et démocratiques en Amérique Latine avec l’exemple de la Colombie et de son président de gauche depuis 2022 Gustavo Petro"

Les Jeudis Rouges du PCF Quimperlé prévoient début 2026 des conférences sur l'agro-alimentaire avec la CGT Bigard, les coopératives et l'économie sociale et solidaire avec Sylvie Mayer, et sur les Jacobins de la Révolution Française avec l'historien Guillaume Roubaud Quashie.

Un budget de classe

Le gouvernement annonce 27 milliards d'euros d'économies en 2026 et 148 milliards sur six ans. Après des semaines de débat parlementaire, la trajectoire budgétaire de Macron apparaît pour ce qu'elle est : socialement brutale et économiquement absurde. Sous couvert de « responsabilité », elle organise en réalité un transfert massif de richesses du travail vers le capital. 82 milliards d'euros ont été retirés aux collectivités locales par l'État en 15 ans, et plus de 5 milliards d'euros en 2026: une vraie purge!

Aucune remise en cause des 211 milliards d'euros d'aides publiques versées chaque année aux grandes entreprises sans contrôle ni conditionnalité. Aucun coup de rabot sur la niche fiscale Dutreil, qui prive l'État de 5 à 8 milliards d'euros par an. Aucun retour sur les 10 milliards de baisse des impôts de production, dont l'inefficacité en matière d'emploi et d'investissement est désormais documentée. Aucune offensive sérieuse contre la fraude et l'évasion fiscales, estimées entre 80 et 100 milliards d'euros par an. Aucune taxation des ultra-riches : 500 familles concentrent aujourd'hui 42 % du PIB, contre 6 % en 1996.

Les marges existent pourtant pour financer les besoins du pays, répondre à l'urgence sociale et écologique, et relancer les services publics. Elles donnent toute sa crédibilité à la proposition du PCF d'un pacte d'avenir pour la France, fondé sur un plan de 500 milliards d'euros d'investissements publics sur cinq ans, pour l'emploi, la formation et la transition écologique.

Mais le choix est inverse. L'« effort » est imposé aux classes populaires et moyennes : hausse des franchises médicales, taxes sur l'énergie, fiscalité sur les apprentis, gel des salaires et des minima sociaux, remise en cause des droits des retraités, coupes dans la santé, jours de carence supplémentaires. Cette austérité n'est pas une fatalité économique, c'est une décision politique.

Cette politique de classe est soutenue par la Macronie, la droite, le patronat – et le Rassemblement national. Derrière son vernis social, le RN confirme qu'il défend les intérêts des plus riches et des exilés fiscaux, et qu'il accompagne, comme les autres, le démantèlement des protections collectives.

L'INTERVIEW

Bernard Jasserand, maire du quartier de Kerfeunteun (Quimper)

Comment as-tu vécu ton mandat de maire de quartier ?

Le maire-adjoint de quartier est l'échelon de proximité du service public municipal. À Kerfeunteun, j'ai été au contact quotidien des habitant·e·s, que ce soit à la mairie de quartier ou directement sur le terrain. Pour répondre aux sollicitations liées à la voirie, à la propreté ou aux espaces verts, je me suis systématiquement déplacé avec les techniciens de la ville. Cette présence rassure : les habitant·e·s savent que leur demande est entendue et suivie.

Le conseil de quartier a aussi été un levier fort de démocratie participative. Grâce à l'implication des habitant·e·s, de nombreux projets ont vu le jour : aires de jeux, jardins partagés, fresques, aménagements de voirie, armoire à dons… Un projet structurant est également travaillé depuis six ans : la création d'une médiathèque de quartier, essentielle pour un territoire de 20 000 habitant·e·s, comptant sept établissements scolaires et 2 000 élèves.

Cette relation permanente avec le terrain, les associations et les habitants est la vraie richesse de ce mandat, en cohérence avec ma culture militante communiste.

Quelles réalisations ont marqué ton mandat ?

Au sein de la majorité municipale de gauche, j'ai contribué à plusieurs projets structurants : la salle événementielle de 3 300 places à l'hippodrome, les nouvelles halles gourmandes, la reconstruction de la cité sportive de Penvillers, la rénovation du théâtre Max Jacob, l'hôtel des solidarités ou encore le développement des voies douces.
Mais le réaménagement de la gare de Quimper reste pour moi un moment fort. Entre 2015 et 2023, la fréquentation a augmenté de 77 %, principalement pour des trajets liés au travail ou à la formation. Malgré l'affaiblissement du service public ferroviaire, cet investissement répond à un besoin essentiel de mobilité.

Avec les élu·e·s communistes, nous avons aussi veillé à l'aspect social des politiques municipales : tarifs accessibles, développement du logement social (3 500 demandeurs), gratuités pour les moins de 25 ans dans les transports et les médiathèques. Et lorsque c'était nécessaire, nous nous sommes opposés au travail dominical, à l'extension du stationnement payant et à l'armement de la police municipale.

Que t'enseigne ton expérience d'élu communiste ?

Le lien des élu·e·s communistes avec le monde du travail et le mouvement social nourrit une action politique ancrée dans le réel. J'ai ainsi porté des vœux contre la fermeture de trois agences Enedis et pour la sortie du marché spéculatif européen de l'énergie, qui a coûté 3,5 millions d'euros à la ville. Ces vœux ont été adoptés par l'ensemble de la majorité.

Il en va de même pour le vœu sur Gaza et la Palestine, demandant l'arrêt des bombardements et la reconnaissance de l'État palestinien dans les frontières de 1967.
Ces exemples illustrent la capacité des élu·e·s communistes à travailler collectivement, à rassembler, sans jamais renier leurs valeurs.